

**DECISION DU PRESIDENT N° 011-25**

PRISE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 5211-9  
DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

**Objet : AVENANT A LA CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE POUR LA REQUALIFICATION DES ESPACES PUBLICS DE LA ZI DE LA BELLE ENTREE NORD A ESSARTS EN BOCAGE**

Le Président de la Communauté de communes,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-9°,  
Vu le Code de la Commande Publique,  
Vu la délibération du Conseil communautaire du 11 avril 2024, relative aux délégations consenties en application des dispositions de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, autorisant le Président à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres et des groupements de commande, en matière de marchés de travaux, de fournitures, de prestations de services et de prestations intellectuelles d'un montant inférieur à 221 000 € ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,  
Vu la décision n°034-24 du 6 mars 2024 autorisant la signature de la convention de maîtrise d'œuvre de VENDEE EXPANSION - SPL relative à la requalification des espaces publics de la Zone Industrielle de la Belle Entrée Nord à Essarts en Bocage, pour un montant provisoire de 42 720.00 € HT,  
Considérant que la convention de maîtrise d'œuvre stipule à l'article 9 que le forfait de rémunération est rendu définitif dès que le coût prévisionnel des travaux est arrêté par le Maître d'ouvrage à l'issue des études d'Avant-Projet Définitif (APD),  
Considérant qu'il a été convenu entre la SPL et la Communauté de communes d'acter une moins-value de 5 833.33 € HT au contrat de maîtrise d'œuvre,

**DECIDE**

**Article 1 :** d'approuver l'avenant de moins-value pour un montant de 5 833.33 € HT à la convention de maîtrise d'œuvre avec VENDEE EXPANSION - SPL relative à la requalification des espaces publics de la Zone Industrielle de la Belle Entrée Nord à Essarts en Bocage, soit une nouvelle rémunération de la maîtrise d'œuvre à hauteur de 36 886.67 € HT.

**Article 2 :** d'imputer la dépense sur les crédits du budget principal, opération 2200.

**Article 3 :** le Directeur Général des Services et le Trésorier sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution de la présente décision.

**Article 4 :** la présente décision sera transmise à Monsieur le Préfet de la Vendée au titre du contrôle de légalité.

**Article 5 :** la présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité et/ou de sa notification et de sa publication.

**Article 6 :** conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du Conseil communautaire.

Ampliation en sera :

- Adressée à Monsieur le trésorier
- Affichée conformément à la réglementation en vigueur
- Insérée au recueil des actes administratifs
- Notifiée aux intéressés



Fait à Saint Fulgent, le 28 janvier 2025

Le Président  
Jacky DALLET

La présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes - 6 allée de l'Île Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.